Un dispositif victimaire de combat : « La dernière lettre d'Anne Bert, euthanasiée lundi en Belgique »

A victimizing construct of fight: "Anne Bert's last letter, before being euthanized last Monday in Belgium"

Alain Rabatel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aad/3714>

DOI : 10.4000/aad.3714

ISSN : 1565-8961

Éditeur

Université de Tel-Aviv

Référence électronique

Alain Rabatel, « Un dispositif victimaire de combat : « La dernière lettre d'Anne Bert, euthanasiée lundi en Belgique » », *Argumentation et Analyse du Discours* [En ligne], 23 | 2019, mis en ligne le 18 octobre 2019, consulté le 28 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/aad/3714> ; DOI : 10.4000/aad.3714

Ce document a été généré automatiquement le 28 novembre 2019.

Argumentation & analyse du discours est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Un dispositif victimaire de combat : « La dernière lettre d'Anne Bert, euthanasiée lundi en Belgique »

A victimizing construct of fight: "Anne Bert's last letter, before being euthanized last Monday in Belgium"

Alain Rabatel

- 1 Yana Grinshpun faisait écho, dans son appel à article de ce numéro consacré aux dispositifs victimaires, à une remarque de Guillaume Erner (2006 : 9) : « La meilleure façon de comprendre une époque, c'est de s'intéresser à ses obsessions. La nôtre est obnubilée par les victimes. Jamais autant d'attention n'avait été accordée aux souffrances d'autrui ». De fait, le terme de victime couvre « un large spectre de réalités sociales : des victimes du terrorisme aux victimes du photovoltaïque, en passant par les victimes des violences verbales, du racisme, du sexisme, de catastrophes naturelles, des maladies »¹, etc. Il est indéniable que la perception que l'on en a dépend des situations, des valeurs et émotions qu'elles provoquent et que, « dans cette perspective, la victime apparaît comme *une construction sociale, élaborée par l'ensemble des discours, des représentations, des croyances et des émotions d'une époque donnée*. C'est en ce sens qu'on peut parler de dispositif victimaire ».
- 2 Or, si l'image de la victime est positive, dans notre culture judéo-chrétienne, il n'en va pas toujours ainsi, soit que certains se présentent indument ou trop systématiquement comme des victimes, soit encore que la construction psycho-socio-discursive exploite des moyens jugés « impurs² », notamment par un recours systématique aux émotions, qui n'ont pas toujours bonne presse dans la sphère sociale et dans le monde académique, ainsi qu'en témoignent les termes victimolâtre, victimiser, victimisation, ou encore les travaux qui récusent tout emploi des émotions devant susciter la pitié (van Eemeren et Grotendorst 1992, van Eemeren, Garssen et Meuffels 2009 : 11)³. Il s'ensuit qu'il est particulièrement utile d'analyser « le dispositif victimaire et sa disqualification, ses constructions et déconstructions discursives ».

- 3 Pour variés que soient les dispositifs victimaires, ils reposent néanmoins sur une structure d'échange relativement constante : ils émanent d'un locuteur/énonciateur auteur d'un discours en faveur d'une victime ; ils concernent une victime, réduite au rôle de bénéficiaire du dispositif – on ne s'attend d'ailleurs pas que celle-ci sorte de son rôle de délocuté⁴ – ; ils s'adressent le plus souvent à un destinataire/tiers censé réparer le dommage, comme on le voit dans les discours caritatifs en faveur de victimes, appelant l'opinion à les soutenir de leurs dons ou d'autres actions, par exemple en signant des pétitions pour voir reconnaître des droits jusqu'alors bafoués. Ce dispositif est dans l'ensemble dissymétrique, quelles que soient les variations susceptibles de l'affecter : les discours visent certes à bénéficier aux victimes, mais ils ont pour fin de toucher une autre cible qu'elles, des tiers, dont on escompte qu'ils se mettent en mouvement, participent d'une façon ou d'une autre au soulagement des misères des victimes ou à la réparation des injustices qui les frappent. Ces pôles des dispositifs victimaires renvoient, en structure profonde, à des rôles actantiels. Mais au plan discursif, les acteurs peuvent occuper plusieurs fonctions, comme c'est le cas lorsque l'auteur du discours en faveur de la victime occupe la place du bénéficiaire, dans un auto-discours de victimisation, jouant ainsi deux rôles à la fois, celui de l'agent et du bénéficiaire⁵. Cependant l'adresse au(x) tiers reste toujours dissymétrique, dans la mesure où l'auteur du discours *pro victima* postule que ces tiers puissent agir pour améliorer le sort des victimes, voire le réparer, s'ils ont des responsabilités directes ou indirectes dans leur infortune.
- 4 On le voit, si un des ressorts les plus fréquents des dispositifs victimaires est l'argument de l'appel à la pitié, il n'est pas le seul, dans la mesure où l'aide que l'on peut apporter à la victime n'est pas nécessairement conçue comme une forme d'assistanat plus ou moins charitable, mais peut prendre la forme de la réparation sociale, politique d'une injustice. Cela peut être le cas y compris pour les victimes de maladie ou de phénomènes naturels : les personnes atteintes de silicose, d'asbestose, les victimes d'un phénomène climatique ou naturel (sécheresse durable, typhons, inondations, tremblements de terre, glissements de terrain, incendies...) sont certes soumises à des aléas dans lesquels il semble que la responsabilité humaine ne soit pas engagée, mais ce jugement dépend des conceptions que l'on se fait de la responsabilité et de la solidarité. On peut en effet toujours objecter que les pauvres sont davantage exposés que les riches à certains risques ou à certaines maladies professionnelles (par exemple aux poussières de charbon, d'amiante) ou environnementales (s'ils ont été conduits à habiter dans des zones dangereuses, sans pouvoir bénéficier de la technologie qui pourrait limiter les dégâts, notamment pour leur habitation), ou encore que certaines maladies font moins l'objet de recherches que d'autres en vertu de leur rareté ou en raison de la faiblesse des retours sur investissements escomptés. Dans ce genre de configuration, le dispositif victimaire fait l'objet d'incessantes négociations entre la mise en valeur d'incuries civiles, la critique de décisions politiques injustes et l'emploi des émotions – notamment, celles relatives à l'appel à la pitié, sans exclure d'autres émotions tournées vers l'action, telle l'indignation –, pour proposer une mise en discours ne provoquant pas chez les tiers des réticences qui s'avèreraient contreproductives pour les victimes effectives.
- 5 Les dispositifs victimaires varient donc selon que ce sont des auto- ou des hétéro-discours en faveur des victimes, selon la nature des arguments. Il n'en reste pas moins

que, dans la plupart des cas, les dispositifs, y compris lorsqu'ils intègrent une certaine dimension politique, reposent sur l'idée de réparation.

- 6 Je voudrais présenter un dispositif différent, dans lequel la victime⁶ ne se tient pas sagement dans son rôle de bénéficiaire et de délocuté, refuse de s'installer dans la position de victime, voire récuse l'idée même de victime (du moins pour l'avenir) et en appelle par son propre discours (et éventuellement par ses actes), à changer l'ordre des choses, par le biais de prises de conscience singulières et de mobilisations collectives. Il s'agit donc d'un dispositif victimaire offensif, dans lequel les émotions comme les arguments sont orientés vers l'action politique pour enrayer le processus de production des victimes. C'est ce qui se passe dans le corpus qui sera examiné ici, la lettre posthume d'Anne Bert, une écrivaine atteinte de la sclérose latérale amyotrophique, décédée au matin du 2 octobre 2017, à 59 ans, après avoir bénéficié d'une aide active des médecins pour mourir dans la dignité, conformément à sa décision. En effet, si elle écrit ce texte, ce n'est pas pour appeler à la pitié devant une « maladie neuro-dégénérative incurable et mortelle à très brève échéance, qui emmure dans son corps, paralyse progressivement tous les muscles jusqu'à l'asphyxie et la mort », c'est pour s'élever contre l'injustice qui lui est faite de n'avoir pu mettre fin à ses jours dans son pays et auprès des siens, avec l'aide de médecins volontaires qui auraient agi conformément à ses volontés, et d'avoir en conséquence été contrainte d'aller en Belgique recueillir la solution létale qui lui a été refusée en France.
- 7 Ce qui est au cœur de ce dispositif victimaire n'est pas l'appel à l'émotion face à un mal qui la frappe sans que la responsabilité humaine soit engagée, mais l'appel à l'action politique pour améliorer la situation des Français – car celle de la victime est désormais au-delà de toute réparation : elle est morte, et c'est de l'outre-tombe que sa voix nous parvient. Dans ce cas-là, l'auteur du dispositif n'est plus le bénéficiaire, par la force des choses, mais elle agit/parle en porte-voix de tous ceux qui sont dans la même situation qu'elle, exposés aux mêmes refus politiques, en vertu d'une certaine idée de la justice ou de la liberté ou encore de la dignité humaine. C'est donc un dispositif victimaire bien particulier sur lequel je voudrais m'arrêter ici, celui de sa dernière lettre, publiée dans la presse après sa mort, sur le site du *Journal du dimanche*, le jour même de sa mort, à 14 h, et reprise ensuite dans les autres médias. À vrai dire, si le corpus de travail se limite à l'analyse de cette lettre, le corpus de référence est plus large, car il comprend aussi le dernier ouvrage d'Anne Bert, *Le tout dernier été*, et il prend également en compte les interventions médiatiques⁷ auxquelles Anne Bert s'est prêtée pour populariser son combat pour le droit de mourir avec une euthanasie assistée, dès lors qu'il y a incurabilité, fin de vie programmée, accompagnée de souffrances énormes et manifestations réitérées du malade à choisir le moment de sa fin de vie.

1. Du récit *Le tout dernier été* à « La dernière lettre d'Anne Bert, euthanasiée lundi en Belgique »

- 8 Si la lettre posthume d'Anne Bert se revendique comme un document militant, tout comme ses apparitions dans les émissions médiatiques auxquelles elle a participé dans la dernière année de sa maladie – par exemple le 2 avril sur TF1 dans l'émission 7 à 8, le 6 mai 2017 sur BFM TV, le 5 septembre 2017 sur France Inter, le 6 septembre 2017 dans *Closer*, sans compter les émissions consacrées à Anne Bert après sa mort, notamment

celle diffusée le 24 septembre 2018 sur France 3, les interventions d'Anne Bert sur le site de l'Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité (ADMD)⁸, etc. –, en revanche ce n'est pas du tout le ton ni la posture adoptés dans *Le tout dernier été*, ouvrage rédigé bien évidemment avant son décès, mais qui paraît le 4 octobre chez Fayard, deux jours après le décès. Là, l'auteure s'appesantit davantage sur soi, sans toutefois céder à un étalage voyeuriste ni susciter l'apitoiement. Certes, elle justifie d'abord d'avoir à parler d'elle, mais c'est dans deux seuls fragments de nature plus collective et citoyenne, en ouverture, comme on le voit en (1), ainsi qu'en clôture. Bien sûr, ce fragment évoque une montée en généralité et en objectivation, avec l'évocation de « la maladie », de « la médecine », de « la France », du « collectif », mais celle-ci est très différente du reste du récit et aussi des autres interventions de l'auteure.

(1) Je n'ai jamais étalé de bon gré la mortalité de mon mal, ni mon image. Mais la maladie est par nature impudique, elle me fiche à poil, dans la rue, partout et se passe de mon accord.

Ce sont la médecine, incapable de m'apporter des soins curatifs, et la France, de m'accorder aide et assistance pour mourir, qui m'obligent à me prêter au collectif, dans l'espoir que cette exposition secoue les consciences et aide chaque Français à obtenir sa liberté de choix (Bert 2018 : 13).

- 9 En dehors de ces deux seuils textuels, son seul combat est contre la maladie, la souffrance de la déchéance, en plus des souffrances morales et affectives, car, comme Anne Bert le dit, c'est un rude métier que de mourir ainsi à petit feu ([2] et [3] que de devoir partir en abandonnant les siens, en faisant effort pour qu'ils ne sombrent pas avec elle [4]) :

(2) Enfin, de ce récit, de ce combat, je ne fais pas thérapie – d'ailleurs se soigne-t-on de mourir ? Je n'en fais pas non plus un texte militant.

Non, il s'agit plutôt d'une incursion littéraire sur le rebord de soi. Sur la frontière de l'inexprimable et du silence, entre impressionnisme et surréalisme, je cherche dans le langage les mots qui savent dire ce qui (me) dépasse encore.

À la lumière de ce dernier été que je savoure, si bien entourée et pourtant si solitaire, voici des fragments de ce face-à-face avec la finitude, une histoire qui échappe à la chronologie (Bert 2018 : 16).

(3) « Ça s'est bien passé ? Qu'as-tu fait ? » me demande Rémy.

« Mon dernier chèque. Je suis dépossédée de moi. C'est très bouddhiste : mourir à soi et ne rien posséder. » Je lui souris bravement, puis : « Sers-moi un verre de vin, s'il te plaît » (Bert 2018 : 68).

(4) L'amour me porte même s'il complique tout. Mes amis et mes amours m'inventent de joyeuses attentions palliatives. Je végète étroitement attachée à eux, dans la lumière. Ils sont ma force et ma faiblesse. Mes guides et ma plaie.

J'apprends le détachement. Je dois découdre les points si serrés, relâcher l'ouvrage de l'amour. Consentir à la distance, alléger le fardeau pour rendre la séparation définitive moins cruelle.

Je veux les voir courir vers la vie, sans moi, les regarder partir (Bert 2018 : 82).

- 10 Ces extraits révèlent un texte vibrant d'émotion retenue. Comme son auteure le dit, cette « incursion littéraire sur le rebord de soi » n'est pas une auto-analyse ni une « thérapie », mais se compose de l'évocation de moments de « dépossession », de souffrances et de courage, sur le cheminement de la maladie vers la mort. Rien, dans ce texte ne repose sur une posture de victimisation, tant Anne Bert n'appelle nulle pitié, même si sa situation est objectivement pitoyable. C'est au contraire une femme debout, qui se bat, ou du moins qui veut rester digne et maître de sa vie autant que la maladie le lui permet. C'est un texte pour elle comme pour ses proches, et, au-delà, tous ceux qui l'ont accompagnée de leurs messages de soutien, et dont Anne Bert ne doute pas qu'ils

relaieront son combat, ainsi qu'elle le dit dans l'excipit de son livre. C'est donc dans la dernière lettre que le dispositif adopté par Anne Bert, marqué par la répétition des derniers moments de vie, des dernières paroles, qu'elle retourne à une posture militante⁹, qui correspond à la dimension médiatique de sa dernière intervention, dans le prolongement de ses apparitions médiatiques antérieures. En revanche, la parution de son livre est davantage du ressort de l'intime, même si les seuils textuels n'ignorent pas la dimension intime/extime de sa maladie, ni la dimension politique de son témoignage (1).

2. Genre, structure et doubles stratégies argumentatives de « la dernière lettre »

2.1. Genre du texte

- 11 La dernière lettre d'Anne Bert est un texte adressé. Comme les destinataires sont interpellés publiquement, c'est une lettre ouverte, ainsi que le stipule le *Journal du dimanche* dans le chapeau de présentation de la lettre. C'est toutefois une lettre ouverte d'un statut particulier, en vertu de l'unicité de la situation : c'est une lettre d'outre-tombe, pour laquelle l'émetteur n'attend pas ou plus de réponse, elle vient de mourir quelques heures avant la publication de sa lettre et sait que les responsables de son exil pour mourir ne lui répondront pas, ils ne le pourront plus – et d'ailleurs, ils n'ont pas voulu lui répondre favorablement au moment où elle les a contactés (voir infra, paragraphe 4). Mais elle espère malgré tout que les vrais destinataires, les citoyens qui pourront influencer sur le cours des choses, lui répondront par « le langage des actes », la « vivante réponse des actes » selon une formule de Barrès¹⁰.

2.2. Structure du texte

- 12 Compte tenu de l'importance de la mise en discours du dispositif victimaire et des structures sur lesquelles elle repose, les deux niveaux entrant dans la manifestation des stratégies argumentatives et pathémiques, je crois utile de procéder à une présentation de ces éléments au fil du texte, en les regroupant dans les trois grandes phases qui structurent la lettre. Il convient d'emblée de souligner que si la première est centrée sur la personne et le « je » de l'auteure, et les deux principales sur la délocution des adversaires et l'adresse aux citoyens en deuxième personne du pluriel, en réalité, dès la première phase, le « nous » est au cœur du texte, confirmant la dimension militante et politique de ce dernier geste. En raison de l'importance des thèmes et arguments qui organisent ces phases, je n'appuie pas la segmentation argumentative de la lettre sur les sous-titres du *Journal du dimanche*, à partir de trois citations d'Anne Bert : « Nous sommes tous concernés par la fin de vie et la mort, parfois beaucoup trop tôt », en tête de la troisième phase ; « Refusez le joug religieux qui entend soumettre tous les français à la crainte de la loi de dieu », en tête de la quatrième phase ; « Non l'euthanasie n'a pas encouragé les malades à choisir cette porte de sortie ». En effet, ces citations ne sont pas toujours au début des nouvelles phases argumentatives, à l'instar du troisième extrait, ni ne représentent totalement les cibles que combat Anne Bert, à l'instar du deuxième, qui focalise sur la religion en laissant de côté les hypocrisies des pouvoirs successifs.

2.2.1. Contextualisation de la situation victimaire

- 13 La première phase est centrée sur la situation d'Anne Bert, la contextualisation de son combat. La lettre commence par un premier paragraphe de présentation, qui va droit au but, et dont la première phrase pourrait être interprétée comme le socle d'une posture de victimisation, tant elle met l'accent sur le caractère effroyable de sa maladie :

(5) Je m'appelle Anne Bert, j'ai 59 ans et suis atteinte depuis deux ans de la sclérose latérale amyotrophique, dite aussi maladie de Charcot ou SLA. Maladie neuro-dégénérative incurable et mortelle à très brève échéance, qui emmure dans son corps, paralyse progressivement tous les muscles jusqu'à l'asphyxie et la mort (Bert 2017 : paragraphe 1).

- 14 Cependant, cette première impression est très vite démentie : la description clinique de la maladie, qui ne repose sur aucun terme d'émotion, ne fait que présenter la maladie et son évolution inéluctable, dans la deuxième phrase, qui est en quelque sorte une reformulation définitionnelle et explicative de la première, et dont la visée est moins d'apitoyer que de donner un contenu compréhensible pour le grand public. La preuve en est que la suite du paragraphe introductif pose d'emblée l'existence du problème, à travers un double déplacement : du « je » au « nous » ; de la maladie, qui n'est plus le support essentiel du discours, à la question du choix de sa fin de vie, dans le cas de maladies telles que la SLA :

(6) La France nous interdit, en phase terminale ou face à l'inguérissable et aux souffrances insupportables, de bénéficier du droit à choisir l'euthanasie ou le suicide assisté, elle a préféré l'hypocrisie de la loi Leonetti qui ne garantit même pas le respect de nos directives (Bert 2017 : paragraphe 1).

- 15 La maladie n'est plus mentionnée, tant bien d'autres maladies pourraient être citées ; seules sont posées une responsabilité politique (« La France nous interdit ») et une faute morale (« l'hypocrisie »), puisque la loi sur la fin de vie, dite loi Leonetti¹¹, autorise les médecins à ne pas déférer aux décisions pourtant dûment motivées des malades.

- 16 Cette entrée en matière est ensuite suivie par trois paragraphes qui rapportent ses tentatives de trouver une issue digne à sa maladie, et cette contextualisation, centrée sur sa personne, est évoquée en soulignant la nature politique collective du combat, puisque dès l'entrée en matière, Anne Bert informe sur sa décision d'aller en Belgique bénéficier du suicide assisté que la France lui interdit (paragraphe 2). Cela confirme bien que, le problème d'Anne Bert étant résolu, si l'on ose dire, ce qui motive sa dernière lettre n'est plus son cas personnel, mais celui de tous les Français susceptibles d'être confrontés à une telle situation. On notera que l'auteure refuse tout signe de dévalorisation de soi, tout accent sur ses misères pour susciter la pitié, en d'autres termes, qu'elle refuse toute posture de victimisation :

(7) C'est hors frontière et en femme libre jusqu'au geste légal et légal, qu'il sera mis un terme à l'horreur et aux tortures physique et morale de mon emprisonnement, avec l'aide de médecins volontaires et humanistes (Bert 2017 : paragraphe 2).

- 17 Au contraire, Anne Bert se présente comme apaisée par cette décision, comme par l'aide de médecins qualifiés d'« humanistes », selon une logique d'aide aux détreffes, aux antipodes de la loi Leonetti. Ce refus d'exhiber une posture victimaire en suscitant la pitié peut bien évidemment s'interpréter comme une marque de pudeur de la personne ou de réticence de la locutrice, qui refuse d'employer des moyens

argumentatifs dits « impurs ». Mais ces explications restent conjecturales, nous n'avons pas la possibilité d'interroger Anne Bert, et, d'ailleurs, l'aurait-on que cela ne présenterait guère d'intérêt scientifique, au plan linguistique. Il est plus satisfaisant d'expliquer cette absence de recours aux émotions en s'appuyant sur les choix de mise en discours, sur ce que le texte nous dit. De ce point de vue, l'absence de recours à des émotions suscitant la pitié est le signe que la décision d'Anne Bert de pouvoir mettre fin à ses jours est en soi apaisante, et que, de plus, la certitude où elle est que la société belge lui garantit la possibilité d'une assistance légale des médecins renforce son absence de crainte, quant aux souffrances à venir. Autrement dit, c'est ici l'absence de recours aux arguments éthotiques et pathémiques émotifs qui est l'indice du déplacement de l'argumentation persuasive émotive personnelle vers une argumentation rationnelle collective.

- 18 Dans le troisième paragraphe, Anne Bert précise que cette dernière lettre, qui vient après un ouvrage plus personnel de « réappropriation » de sa vision de la mort, *Le tout dernier été*, vient « clore [sa] contribution à cette lutte ». Le quatrième paragraphe pointe le refus de la ministre de la santé de « rouvrir le débat », et met donc l'accent sur la seule voie qui reste, l'action des citoyens :

(8) Lorsque ceux qui gouvernent la France ou exercent un pouvoir nient la réalité sur une question fondamentale de la vie, alors les Français doivent œuvrer pour se faire entendre ».

- 19 Anne Bert évoque ainsi la responsabilité de « la France », sans entrer davantage dans des différences partisans : de fait, il n'y en a guère, du moins si l'on regarde les actes des partis qui ont dirigé le pays : la loi Leonetti, du nom de son principal artisan, le médecin député UMP du parti de droite, a été votée sous la présidence de Jacques Chirac, et la ministre dont le nom n'est pas mentionné est Marisol Touraine, sous la présidence de François Hollande, avec la « loi du 2 février 2016 créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie »¹².

2.2.2. Adresse aux citoyens et appel à l'action

- 20 La lettre aborde alors une deuxième phase, celle de l'adresse aux Français (paragraphe 5), suivi d'arguments pour les motiver à agir en justifiant leur combat et les fortifiant dans leur détermination à agir (paragraphe 6 et 7), avant de les appeler directement à l'action, à travers un certain nombre d'injonctions (paragraphe 8 à 10). L'appel s'appuie sur des valeurs laïques, contre le poids des Eglises, et démocratiques, contre la dépossession des Français de leurs choix :

(9) Je m'adresse donc à vous, citoyens libres d'une France démocratique laïque, je suis sûre que vous prendrez le relais [...] (paragraphe 5).

- 21 Ces arguments sont développés dans le paragraphe suivant, à travers l'évocation du « tabou » de la mort, de la « tutelle » du corps médical, ainsi que dans le paragraphe 7 qui met l'accent sur l'énorme pourcentage des Français favorables (90%) au droit de choisir sa propre fin de vie. Le chiffre des 200 000 pétitionnaires s'ajoute au pourcentage précédent pour faire ressortir par contraste l'énorme confiscation par les pouvoirs des choix des Français, mais souligne aussi, implicitement, la force que cela représente. Anne Bert contre-argumente également en réfutant les arguments de la pente fatale : d'où l'importance de rappeler que « penser la mort ne fait pas mourir » (paragraphe 6), que ceux qui signent en faveur de la fin de vie « [n'auront pas] tous recours à l'euthanasie », que cela « ne nuit pas à la liberté des croyants de toutes

confessions, qui peuvent choisir de vivre leur agonie jusqu'au bout » (paragraphe 7). On constate donc que l'auteure est aussi attentive à renforcer les convictions des Français favorables à son combat qu'à désarmer les préventions des opposants, puisque cette liberté nouvelle qu'elle revendique ne met pas en cause leur propre liberté de choisir de mourir comme ils l'entendent. Cela se voit notamment au soin avec lequel A. Bert répond à l'argument de la pente fatale, à ces projections proleptiques qui font toujours envisager l'avenir sous la forme du pire : d'où l'importance de dire que le choix des uns en faveur de l'euthanasie n'implique en rien une obligation pour les autres à devoir s'y plier. Qui plus est, le rappel de ce droit, « basé sur les valeurs de la laïcité, comme il existe en Belgique depuis 2002 », fait ressortir la contradiction entre les valeurs affichées par la République française et ses décisions pratiques. Partant de là, Anne Bert interpelle les Français en les appelant à l'action, notamment à la bataille idéologique, dans les paragraphes 8 à 10 :

(10) Alors dites-le. Autour de vous, chez votre médecin, sur les réseaux sociaux et dans la rue s'il le faut (paragraphe 8).

(11) N'acceptez plus que ceux qui sont aux responsabilités, cachés derrière la loi Leonetti, vous assènent sans vergogne et de concert avec certains médecins, sociologues et philosophes, des contrevérités au sujet de l'euthanasie (paragraphe 9).

(12) Refusez le joug religieux [...] n'acceptez pas plus que les médecins refusent de vous rendre le pouvoir qu'ils détiennent sur la fin de votre existence (paragraphe 10).

2.2.3. Discours et contrediscours

- 22 La lettre entre alors dans une troisième phase, qui développe des réponses aux contrediscours des opposants. L'engagement de l'auteure est ici très fort, puisqu'elle déclare « déjouer » les « arguments fallacieux » et les « fantasmes », à travers 10 paragraphes (12 à 21) très courts : les paragraphes 13, 14, 17, 19 se composent d'une seule phrase ; les paragraphes 12, 15, 16, 18, 20 en comportent deux. Tous ces paragraphes commencent par la même répétition de l'adverbe « Non », et cette anaphore entend rétablir des vérités tant sur les mensonges relatifs à la loi Leonetti (paragraphes 12 et 13), que sur les mensonges relatifs à la proposition de donner le droit de mourir dans la dignité (le paragraphe 14 fustige ceux qui assimilent cette proposition à l'eugénisme des nazis), que sur les mensonges relatifs à l'expérience belge (§§ 15 à 20) :

(13) Non la loi belge n'oblige pas le corps médical à la pratiquer et ce ne sont jamais les médecins belges qui décident d'euthanasier leurs patients [...] (§ 15).

(14) Non la loi belge n'a pas non plus favorisé les spoliations d'héritage ni la liquidation des personnes âgées.

(15) Elle n'est pas non plus une solution d'ordre économique (§ 16).

(16) Non elle n'a pas encouragé les malades à choisir cette porte de sortie [...] (§ 17).

(17) Non elle n'a pas non plus favorisé une multitude de dérives [...] (§ 18).

(18) Non, le procédé n'est pas violent (§ 19).

(19) Non, le droit à l'euthanasie ne s'oppose pas aux soins palliatifs (§ 20).

- 23 Ces arguments sont sans conteste les plus forts, car ils opposent aux arguments de la pente fatale la force de l'argumentation par les faits. Ce n'est qu'une fois que cette batterie de contre-arguments est posée qu'Anne Bert revient sur son cas, en insistant sur le fait qu'elle ne rapporte pas son combat à sa propre situation :

(20) Et enfin non, je ne suis pas un cas particulier et exceptionnel. Légiférer sur l'euthanasie n'est pas répondre à l'individuel, mais bien à une volonté collective [...] (§ 21).

- 24 On est ici au cœur d'un dispositif qui récusé non seulement l'auto-apitoiement, mais encore les décisions exceptionnelles qui pousseraient à fermer les yeux sur certaines situations individuelles hors norme. En refusant de se situer sur ce terrain-là, Anne Bert confirme bien le sens politique, collectif, de sa démarche.
- 25 La lettre se termine enfin par l'évocation des trois acteurs en présence, en conflit, médecins vs malades (§ 22), Gouvernants vs citoyens (§ 23) – qui déterminent par là-même des lieux, des occasions de mener le combat, dans le domaine médical, avec la nécessaire évolution des rapports entre malades et médecins, dans les relations des citoyens avec les politiques. D'où, ensuite, la vive interpellation finale à l'action :
- (21) Exigez, sans attendre, un débat public [...] (§ 24).

2.3. Doubles destinataires et double stratégie argumentative

- 26 Le texte a donc plusieurs destinataires, d'une part les responsables de cette double peine, d'autre part ceux qui peuvent la faire cesser, comme on l'a vu, à propos de la structure de la lettre, dans les deuxième et troisième phases du texte. Les émotions envers ces deux destinataires ne sont pas de même nature : les responsables sont évoqués de façon à susciter l'indignation, avec les arguments de l'hypocrisie, du manque de courage, pour les politiques, de l'abus des clauses de conscience et de l'emprise du religieux pour les médecins et les cultes, des falsifications des opposants de l'euthanasie, qui vivent tous sous l'emprise du déni, des tabous, quand ce n'est pas du mensonge (voir *supra*, dans la deuxième phase, les exemples 8 à 12). En revanche, les témoins et acteurs citoyens susceptibles de corriger cette erreur sont appelés à agir au nom du respect de la dignité, de la liberté, de l'humanité, face à des processus inéluctables de dépossession de soi en raison de maladies incurables particulièrement terribles, comme la maladie de Charcot, qui emmure la victime dans son propre corps. Cependant, ce n'est pas sur cet emmurement-là qu'Anne Bert met l'accent, mais sur un autre emmurement, qui contraint les malades à être dépossédés de leur droit à mourir conformément à l'image qu'ils se font de leur dignité et de leur liberté. D'où les arguments qui stigmatisent d'une part les mensonges, d'autre part le manque de courage des médecins et des politiques. Dans ces conditions, il ne faut pas confondre les destinataires opposants et les véritables destinataires adjuvants. Toutefois, il ne faut pas non plus considérer les destinataires opposants comme des opposants définitifs. C'est le but des arguments par les faits, notamment, introduits par l'anaphore des adverbes de négation « non » (voir les exemples 13 à 20), que de répondre aux allégations des adversaires en tentant de les faire changer d'opinion, via l'argumentation par les faits, qui pourrait particulièrement s'imposer face à des scientifiques ou des politiques.
- 27 Mais comme l'argumentation par les faits n'est malgré tout pas toujours reçue (Plantin 2016 : 467-468), souvent en raison des tabous qui s'y opposent (c'est ici le cas avec la mort, l'aide à mourir) ou des représentations idéologiques et/ou des intérêts contraires des opposants (les médecins n'acceptent pas d'entorse à leur pouvoir de décision ; les Églises interdisent le suicide ; les responsables politiques cèdent aux pressions de lobbies très actifs dans les sphères de décision), Anne Bert utilise aussi les arguments de nature à convaincre d'un point de vue plus idéologique dans les exemples 8 et 9, qui sont modulés dans les exemples 10 à 12, sous une forme plus injonctive. De plus, l'auteure renforce la conjonction des arguments par les faits et des contre-discours

opposés à la doxa idéologique dominante en argumentant en faveur de la motivation à agir, pour que les autres destinataires adjuvants rejoignent ou renforcent le combat pour créer un rapport de force en leur faveur, qui est l'argument ultime susceptible de convaincre les pouvoirs en place, dans les exemples 10 à 12 et 21. Cet élargissement des destinataires/acteurs est décisif, car il permet de dépasser la neutralisation des forces actuelle. Par conséquent, la mise en discours, la nature et l'ordre des arguments parlent par eux-mêmes : Anne Bert refuse les arguments d'appel à la pitié ; elle inscrit au contraire son état de victime dans un dispositif victimaire offensif, politique, qui se présente comme une alternative aux discours qui exploitent les émotions suscitant la pitié en s'appuyant sur l'argument de l'intérêt bien compris de tous, et, subséquemment, sur l'argument de la solidarité (voir Doury et Yanoshevsky, à paraître).

3. Les spécificités d'un dispositif victimaire de combat

3.1. Du cas particulier au cas général, arguments de l'intérêt bien compris et de la solidarité

- 28 Anne Bert est doublement victime : de la maladie d'abord, des choix hypocrites des gouvernants français successifs d'autre part, sans compter le lobbying si intense et efficace du corps médical et des cultes. Cependant c'est une victime qui refuse la victimisation. Sa démarche est, du moins dans sa dernière lettre, un acte de combat et un passage de relais. Bien sûr, cela ne signifie pas le refus des émotions, mais cela implique d'en solliciter certaines et d'en rejeter d'autres, par exemple la seule commisération devant la maladie et le sort. Au refus de l'apitoiement s'ajoutent des émotions de colère, d'indignation, de solidarité, qui sont de puissants ressorts de l'action. Ce dispositif de lutte des victimes se lit notamment à travers les actes de langage, ainsi dans les paragraphes d'adresse aux citoyens. Les actes de langage (« dites » en 11, « n'acceptez plus », en 12, « refusez », en 13, « exigez », en 21) sont dirigés vers l'avenir, vers un monde à faire advenir conformément à une certaine image de la dignité et de la liberté humaines. Le dispositif est donc non pas réactif, tourné vers la déploration de son sort mais proactif, tourné vers l'avenir. Les émotions comme les arguments sont donc orientés vers le collectif, l'action. Ils sont choisis, profilés, de façon à convaincre et persuader en faveur du choix de l'euthanasie assistée en fin de vie, lorsqu'elle est demandée par un malade incurable exposé à de grandes souffrances. Ces choix discursifs concernent autant une argumentation directe, basée sur une structure argumentative explicite, qu'une argumentation indirecte, en appui sur l'ensemble des choix énonciatifs du locuteur qui influencent les représentations et les inférences des destinataires (Amossy 2000, 2018, Rabatel 2018).

3.2. Le refus de victimisation, refus de l'appel à la pitié, de l'assistanat, équivaut-il à un refus définitif de recourir aux émotions ?

- 29 En ce sens, le refus de la victimisation n'entraîne pas nécessairement le refus global des émotions (Walton 1992, Micheli 2010, 2015, Monte, Rabatel et Soares Rodrigues 2015), mais une focalisation sur celles qui sont susceptibles de changer le cours des choses,

non seulement en faveur d'une victime isolée ou particulièrement visible, mais pour toutes les victimes invisibles, comme les victimes potentielles (Rabatel 2015, 2016). Bref, dans le dispositif adopté, le refus de la victimisation signifie qu'Anne Bert choisit de ne pas s'en tenir à un discours qui ne parlerait que d'elle. Elle produit bien un auto-discours de victime, car tel est son statut, mais malgré les forces qui s'en vont, elle trouve l'énergie de se faire le porte-voix visible de tous les autres, en vertu de la mission qu'elle assume par-delà ses souffrances. En sorte que si, en général, l'auteur des discours d'auto-victimisation vise à susciter de la pitié pour son propre bénéfice, ici, l'auto-discours est essentiellement le support d'un plaidoyer collectif. Cette stratégie, sans récuser une compassion pour la victime, son combat personnel contre la maladie, inscrit ce dernier dans un autre combat collectif, suscitant l'indignation envers ceux qui la condamnent à une sorte de double peine qui vient redoubler son mal, les médecins, les représentants des cultes, le gouvernement et les députés, incitant les citoyens à lutter pour faire avancer le droit de mourir dans la dignité.

- 30 Somme toute, le positionnement d'Anne Bert invite à distinguer fortement, parmi les discours de victimisation, ceux qui sont offensifs, politiques, évoquent de façon combative une situation de victime, pour enrayer le processus de production des victimes et ceux qui, plus réactifs, se préoccupent de réparer. A fortiori, ce positionnement récuse toute posture que je qualifierais volontiers de victimiste, de doloriste. J'entends par là le fait d'exploiter la situation des victimes (ou sa propre situation) en adoptant une posture de victimisation permanente, systématique, en reconduisant un complexe de victimisation (bien documenté en psychologie), en instrumentalisant sa situation de victime à des fins juridiques (Soulez-Larivière 2009), politiques ou religieuses (Benbassa 2007). L'ultime intervention d'Anne Bert souligne l'importance des responsabilités individuelles et collectives, d'ordre éthique et politique, tout comme elle pose la question de l'action, et des réponses concrètes qui sont adoptées par le politique.
- 31 La réponse attendue est donc double : c'est d'une part celle de la mobilisation citoyenne, d'autre part celle des institutions, avec la promulgation d'une nouvelle loi et l'attention aux mesures d'accompagnement qui en assurent l'effectivité. J'évoquais au commencement de ce texte la structure actantielle des dispositifs victimaires, avec un locuteur auteur du discours (auto- ou hétéro-discours victimaire), un bénéficiaire et un tiers. Il n'est pas indifférent que chacun de ces rôles puisse se dire au singulier comme au pluriel, tant pour le(s) locuteur(s) du discours que pour le(s) bénéficiaire(s) ou le(s) tiers : en l'occurrence, le choix du pluriel renvoie au collectif, à des rôles joués collectivement (ceux que jouent de conserve le pouvoir, les médecins, les cultes, ou les citoyens), à des rôles assurés dans le cadre des institutions, des corps intermédiaires, des associations et partis susceptibles de faire masse, d'avoir du poids, pour augmenter la pression politique. Bien sûr, la dimension collective n'est pas seulement assurée par des collectifs : un individu peut exécuter ce rôle, à l'instar des porte-parole, de ceux qui s'érigent en voix de la conscience universelle. Toutefois il n'est pas indifférent que le dispositif ne mette pas l'accent final sur ce rôle de porte-voix, mais plutôt sur celui de l'action citoyenne, collective, qu'Anne Bert appelle de ses vœux¹³.
- 32 Ainsi, ce dispositif victimaire offensif, politique, ne se contente-t-il pas d'articuler théoriquement cas particulier et intérêt général, il réaffirme le caractère décisif, au plan pratique, de la mise en mouvement des individus singuliers et des forces collectives, non plus pour réparer, mais pour enrayer le processus de production des

victimes en vue de rendre sans objet les dures (et parfois vaines) batailles pour le droit à réparation.

BIBLIOGRAPHIE

- Amossy, Ruth. 2000. *L'argumentation dans le discours* (Paris : Nathan)
- Amossy, Ruth. 2018. « Introduction : la dimension argumentative du discours - enjeux théoriques et pratiques », *Argumentation et Analyse du Discours* [En ligne], 20 | 2018, mis en ligne le 15 avril 2018, consulté le 13 août 2018. URL : <http://journals.openedition.org/aad/2560> ; DOI : 10.4000/aad.2560
- Benbassa, Esther. 2007. *La souffrance comme identité* (Paris : Fayard)
- Bert, Anne. [2017] 2018. *Le tout dernier été* (Paris : Le Livre de Poche)
- Bert, Anne. 2017. « La dernière lettre d'Anne Bert, euthanasiée lundi en Belgique », *Le Journal du Dimanche*, <http://www.lejdd.fr/>
- Doury, Marianne & Galia Yanoshevsky. 2019, à paraître. « "Ce n'est pas par pitié..." De quelques alternatives aux émotions », *Argumentation et Analyse du Discours* 24
- Eemeren, Frans van & Rob Grotendorst. 1992. *Argumentation, communication, fallacies* (Mahwah, NJ : L. Erlbaum)
- Eemeren, Frans van, Bart Garssen & Bert Meuffels. 2009. *Fallacies and Judgments of Reasonableness. Empirical Research Concerning The Pragma-Dialectical Discussion Rules* (Dordrecht: Springer)
- Erner, Guillaume. 2006. *La société des victimes* (Paris : La Découverte)
- Micheli, Raphaël. 2010. *L'émotion argumentée. L'abolition de la peine de mort dans le débat parlementaire français* (Paris : Cerf)
- Micheli, Raphaël. 2015. *Les émotions dans les discours. Modèle d'analyse, perspectives empiriques*, (Bruxelles : De Boeck, Duculot)
- Monte, Michèle, Alain Rabatel & Maria Graça Soares Rodrigues. 2015. « La dynamique des émotions dans l'affaire Nafissatou Diallo versus Dominique Strauss-Kahn », Rabatel, Alain, Michèle Monte & Maria Graça Soares Rodrigues (éds). *Comment les médias parlent des émotions. L'affaire Nafissatou Diallo contre Dominique Strauss-Kahn* (Limoges : Lambert-Lucas), 7-35
- Plantin, Christian. 2016. *Dictionnaire de l'argumentation. Une introduction aux études argumentatives* (Lyon : ENS Éditions)
- Rabatel, Alain. 2015. « Dégoût et indignation dans le Manifeste/pétition féministe *Pas de justice, pas de paix* », in *Comment les médias parlent des émotions. L'affaire Nafissatou Diallo contre Dominique Strauss-Kahn*, Rabatel, A., M. Monte, & M. G. Soares Rodrigues éds (Limoges : Lambert-Lucas), 143-160
- Rabatel, Alain. 2016. « Les stratégies émotives d'un repentir public offensif », *Studii de Lingvistica* 6, 109-125

Rabatel, Alain. 2018. « Pour une reconception de l'argumentation à la lumière de la dimension argumentative » *Argumentation et Analyse du Discours*, 20, <http://journals.openedition.org/aad/2493> ; DOI : 10.4000/aad.2493

Rabatel, Alain. 2017. *Pour une lecture linguistique et critique des médias. Empathie, éthique, point(s) de vue* (Limoges : Lambert-Lucas)

Rabatel, Alain. 2018. « Pour une reconception de l'argumentation à la lumière de la dimension argumentative » *Argumentation et Analyse du Discours*, 20, <http://journals.openedition.org/aad/2493> ; DOI : 10.4000/aad.2493

Rabatel, Alain. 2020, à paraître. « Appel à la pitié, questionnement problématologique et paradoxe pathémique », *Argumentation et Analyse du Discours*, 24

Soulez-Larivière, Daniel. 2009. « De la victimisation et de nombreuses autres causes », *Pouvoirs* 128, 27-41.

Walton, Douglas N. 1992. *The Place of Emotion in Argument* (University Park (PA) : The Pennsylvania State U. P.)

NOTES

1. Cette citation, comme les références suivantes de ce premier paragraphe, renvoie au texte de l'appel à article rédigé par Yana Grinshpun.
2. Les guillemets soulignent que la responsabilité axiologique du jugement n'est pas évidente ; je fais ensuite écho aux cadres de pensée qui les jugent tels, sans pour autant les accepter sans discussion...
3. Le lecteur trouvera dans l'article de Marianne Doury et Galia Yanoshevsky (à paraître) une riche recension des critiques adressées à l'argument de l'appel à la pitié (ou *ad misericordiam*) et des stratégies alternatives que cela entraîne.
4. Certaines formes d'allocution sont néanmoins possibles, sous forme d'interpellation directe ou de discours ventriloque, d'adresses fictives, etc.
5. C'est par exemple le cas dans les discours du Parti des Indigènes de la République.
6. Ou des victimes potentielles.
7. Je ne liste pas ici toutes ces interventions – que l'on peut retrouver facilement sur l'internet, en cliquant sur Anne Bert –, je ne les analyserai pas en détail, j'en citerai quelques unes pour souligner la durée la constance et la détermination de son combat contre le scandale de la situation française.
8. Voir notamment sur <https://www.lci.fr>, <https://www.bfmtv.com/mediaplayer/video/le-choix-je-veux-mourir-941783.html>, <https://www.amazon.fr/tout-dernier-été-Anne-Bert/dp/2213705526>, <https://www.closermag.fr>
9. En général, la *posture militante* se marque par des prises de positions engagées concernant le collectif, couplées à l'appartenance à un groupe. On retrouve chez A. Bert l'engagement personnel, mais, vu son état, ses prises de position sont essentiellement personnelles, malgré sa solidarité avec le combat de l'ADMD. C'est peut-être ce qui explique qu'on ne rencontre pas d'autres caractéristiques de l'engagement militant, relatives au choix des actions, des négociations, à l'expression (interne ou publique) de désaccords qui font écho aux tensions entre éthique de conviction et éthique de responsabilité weberiennes (Rabatel 2017 : 12-21).
10. *Au service de l'Allemagne, Romans et voyages* (Laffont 1994 : 281).
11. La « loi du 22 avril 2005 relative aux droits des malades et à la fin de vie », dite loi Leonetti, présentée comme une avancée, refuse le débat sur l'euthanasie active au nom de soins palliatifs

qui ne règlent rien et sont notoirement insuffisants. Voir <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/loi/2005/4/22/2005-370/jo/texte>

12. Voir <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/loi/2016/2/2/AFSX1507642L/jo/texte> Cette loi, dite Claeyss-Leonetti, améliore la loi de 2005 notamment pour l'obligation faite au corps médical de respecter les volontés des malades exprimées par des directives anticipées écrites. Mais la « sédation profonde et continue » dès lors que « le processus vital est engagé à court terme » est interprétée en un sens tellement restrictif qu'A. Bert n'a pas pu faire entendre sa volonté, bien qu'atteinte de la SLA.

13. On pourrait objecter que la lettre n'aborde pas la question de l'organisation des citoyens, car une masse d'individus non coordonnés n'est guère de nature à contrebalancer le pouvoir de forces organisées, au cœur des institutions. Certes. Mais il faut convenir que ce type de réflexion n'est guère à sa place dans cette dernière lettre – et qu'elle n'est pas non plus posée dans les interventions médiatiques antérieures d'Anne Bert (voir supra note 9).

RÉSUMÉS

L'article part du constat que si la notion de victime est aujourd'hui positive, sa construction sociale tient compte du fait que les attitudes de victimisation et de recours systématique aux émotions d'apitoiement n'ont pas toujours bonne presse. Il dégage la structure actantielle des dispositifs victimaires, avant d'analyser la structure et la mise en discours particulière d'un dispositif victimaire de combat, dans la « dernière lettre » d'Anne Bert – dernière parce que la mort a clos ses nombreuses interventions médiatiques ou littéraires. L'auteure, atteinte de sclérose latérale amyotrophique, revendique, pour ceux qui sont dans la même situation qu'elle, le droit à l'euthanasie avec accompagnement médical, pour mettre fin à ses souffrances, en refusant tout auto-apitoiement et en choisissant des arguments différents selon leurs destinataires (ceux qui s'opposent à ses volontés, comme ceux qu'elle appelle à poursuivre son combat), au nom de l'intérêt général et de l'intérêt bien compris.

This paper starts from the idea that the social construct of the notion of victim – considered, nowadays, as positive –, shows that victimization attitudes and systematic appeal to pity don't always get a good press. Firstly, the paper describes the active structure of the construct of victimhood. Then, it analyses the structure and the special discursive use of a victimizing construct of fight in Anne Bert's "last letter" – *last* because death put an end to her numerous media or literary interventions. The author, who had amyotrophic lateral sclerosis, claims, for those who are in the same situation as her, the right to be euthanized under medical assistance in order to end their suffering, refusing all form of self-pity and providing various arguments adapted to her addressees (those who are against her wish as well as those who are called upon to continue her fight), in the name of general interest and of the best interest of all the citizens.

INDEX

Mots-clés : arguments de l'intérêt général, auto-hétéro-dispositif victimaire de combat, refus de l'appel à la pitié, refus du dolorisme, refus du victimisme

Keywords : arguments in the name of general interest, refusal of a victimizing attitude, refusal of the appeal to pity, refusal to glorify suffering, self-hetero-victimizing combat system

AUTEUR

ALAIN RABATEL

Université de Lyon 1 ; ICAR, UMR 5191